

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 09/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

EMULSION DE PROVENCE

N 03 Rue de COPENHAGUE
ZI Les Estroublans
13127 Vitrolles

Références : D-2025-0415
Code AIOT : 0006400048

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement EMULSION DE PROVENCE implanté 4 Rue de COPENHAGUE ZI Les Estroublans - BP 70027 13741 Vitrolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMULSION DE PROVENCE
- 4 Rue de COPENHAGUE ZI Les Estroublans - BP 70027 13741 Vitrolles
- Code AIOT : 0006400048
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Emulsions de Provence est une usine du groupe EIFFAGE pour la production de liants routiers destinés à l'application directe sur chaussée ou bien en centrale d'enrobage.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Lettre du 25/04/2016, article -	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
3	Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet
4	Rejets d'eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
6	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence que l'exploitant a mis fin à ses activités relatives à la rubrique 2915 (Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles) sans en notifier M. le préfet ou bien les services d'inspections. Il est demandé de procéder à la notification ainsi qu'à la transmission des attestations de mise en sécurité dans les meilleurs délais.

Des anomalies ont par ailleurs été mises en évidence concernant le plan de localisation des risques, le contrôle des moyens d'incendie (borne incendie) ou les relevés de consommation d'eau pour lesquelles il est attendu un retour rapide à la conformité.

Aussi compte tenu du projet de modernisation de l'usine prévu à fin 2025, il est demandé à l'exploitant de porter une réflexion sur l'amélioration de la rétention de l'unité de fabrication, sur l'adéquation des moyens d'incendie et sur les moyens de confinement des eaux d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 25/04/2016, article -
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Prescription contrôlée :

- 4801 : Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron asphalte, brais et matières bitumineuses - La quantité susceptible d'être présente dans les installations étant : 1. > ou = 500t. Capacité : 250 T (+ projet de stockage supplémentaire Total >500 T) - Régime A
- 2915-2 - Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles - 2, lorsque la température d'utilisation est < au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluide présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est >250l - Régime D
- Acide chlorhydrique à 33 % : pas de rubrique 4000 correspondante
- 4510 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 - La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2, > ou = 20 t mais < 100 t - Capacité : Emulsamine:20 t - Rhédicote 4875 : 8t - Polyram L920 : 8 t - Rhédicote E-11 HF : 8t - Polyram S : 1 t - Total 45 T - Régime D
- 4511 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 - La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. > ou = à 200 t - 2. >ou = 100t mais < à 200 t - Capacité : Actimul E Bio : 50 t - Régime NC

Constats :

Le classement du site exposé dans le présent constat est celui transmis par courrier du 25 avril 2016 par la société Emulsions de Provence pour la prise en compte du bénéfice des droits acquis, dont il a été accusé réception par courrier de la préfecture daté du 26 juillet 2016.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué :

- vouloir augmenter sa capacité de stockage de matière première bitumineuse relevant de la rubrique 4801 au-delà de 500 T (déjà évoqué en 2016 mais non mis en œuvre) ;
- ne plus relever de la rubrique 2915 suite au passage en électrique début 2024. Il n'a en revanche pas notifié le préfet de la cessation de cette activité ;
- que le volume d'amine relevant de la rubrique 4510 était inférieur ;
- que le site restait non classé au titre de la rubrique 4511.

Une réflexion relative à la gestion de l'eau et aux stockages (projet de modernisation) est en cours, et l'exploitant prévoit de déposer un Porter à Connaissance d'ici la fin d'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de la rubrique 2915 tel que définie aux art. 512-39 et 512-39-1 du Code de l'Environnement, en notifiant sous 1 mois de la cessation de cette activité, et en délivrant les attestations relatives à la mise en sécurité sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

<p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification initiale daté du 18/07/2024 par Bureau Veritas rend compte de 39 observations.</p> <p>Le compte rendu de vérification périodique Q18 précise que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>L'exploitant a transmis son registre afin de mettre en évidence le traitement de la quasi-totalité des observations à l'exception des n°6 et 27. Il a également indiqué que le prochain contrôle serait réalisé le 23 juillet 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé la transmission sous 1 mois du nouveau rapport de vérification électrique, accompagné le cas échéant d'un plan d'action en cas de mise en évidence d'observations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Capacité des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Capacité des rétentions Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 1</p> <p>00 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>II. - Règles de gestion des rétentions et stockages associés. Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention</p>

déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

L'inspection a pu constater lors de la visite la présence de rétentions adaptées aux volumes stockés. Les rétentions extérieures ne présentaient pas de liquide ou produits éventuels nécessitant d'être vidés.

L'exploitant a précisé qu'en cas de présence d'eau dans les rétentions extérieures (suite à un événement pluvieux notamment), le pH est vérifié préalablement à leur pompage et à leur rejet dans le réseau d'eau pluvial, en amont du séparateur d'hydrocarbures.

L'inspection a cependant constaté que la rétention présente à l'intérieur de l'unité de production sous dallage était inaccessible pour vérifier la présence éventuelle de liquide. Son volume n'a par ailleurs pas pu être précisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à ce que, dans le cadre du Porter à connaissance devant être transmis d'ici fin d'année 2025, soit portée une réflexion sur la rétention localisée sous l'unité de production dans le bâtiment principal afin notamment de pouvoir contenir les fuites éventuelles des équipements, et permettre une récupération facilitée des produits éventuellement récupérés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets d'eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO₅)

Matières en suspension (Code SANDRE:1305) 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par

l'arrêté n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà, 150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage.

DBO₅ (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 30 kg/j, ce flux est ramené à 15 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, 30 mg/l au-delà.

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE:1314) 300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, 125 mg/l au-delà.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation dans les cas suivants : - lorsqu'il existe une valeur limite exprimée en flux spécifique de pollution, - lorsque le rejet s'effectue en mer, pour la DBO₅ et la DCO, - lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO₅ et les MES, - lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 % pour la DCO, sans toutefois que la concentration dépasse 300 mg/l, et à 90 % pour la DBO₅ et les MES, sans toutefois que la concentration dépasse 100 mg/l.

[...]

3 - Substances caractéristiques des activités industrielles

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

[...]

(13) Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j
---------------------------------	---	------	---------	--------------------------------

Constats :

Le site dispose de 2 séparateurs (parking et trottoir). L'exploitant a procédé à l'analyse des paramètres pH, Température, DCO, MES, DBO₅, HCT et couleur vraie les 01/03/2024 et 04/04/2025. Il n'est pas mis en évidence de dépassement des seuils de l'AM du 02/02/98 sur ces paramètres.

L'exploitant a communiqué son tableau de suivi des déchets : ils intègrent la gestion des eaux souillées des séparateurs. Le Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) daté du 24/02/2025 relatif à l'élimination des produits issus du curage des séparateurs d'hydrocarbures a été communiqué à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Documents de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Risques accidentels, Documents de l'installation.

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

-les plans, en particulier, pour les installations concernées :

-les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que

des moyens de protection incendie ;

- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;
- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;
- le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;
- le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ;
- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;

-tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ; ces éléments peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données. Ils sont conservés sur le site durant 5 années au minimum.

Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.

Constats :

Par sondage, l'inspection a demandé la communication du plan de localisation des risques. L'exploitant a communiqué le plan d'évacuation sur lequel figurent les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les risques identifiés. Seuls sont identifiés les risques électriques, les risques associés à la présence de matières dangereuses ne figurent pas.

Lors de la visite, il a été présenté les plans relatifs aux réseaux d'eau pluvial et à leur traitement via les séparateurs d'hydrocarbures.

L'installation n'est pas équipée de moyen de confinement des eaux incendie, ni de dispositifs de déclenchement, ou de limitation de propagation de sinistre. L'exploitant dispose cependant de plaques d'obturation des grilles pouvant être mise en place en cas de sinistre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande la mise à jour sous 1 mois de son plan de localisation des risques en y intégrant notamment les risques liés au stockage de liquides dangereux (cf. art 48. AM 04/10/2010). Par ailleurs, il est demandé à ce qu'une réflexion soit portée sur les possibilités de mise en œuvre de moyens de confinement des eaux d'incendie sur le site dans le cadre du plan de modernisation devant être communiqué dans le PAC prévu en fin d'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Etat des matières stockées.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées.

Prescription contrôlée :

<p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un état des matières stockées mis à jour mensuellement. Par sondage, il a été demandé à l'exploitant de présenter les FDS relatives aux références commerciales PERAL 600 et ESCORENE. Les documents ont été communiqués le 1^{er} juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs ont fait l'objet de vérification en date du 10/02/2025. Les appareils hors service ont été remplacés par le prestataire suite à la vérification.</p> <p>L'article 2 Point 3 - Défense contre l'incendie - de l'arrêté d'autorisation du 24 janvier 1968 précise que des robinets d'incendie armés doivent être installés. L'exploitant justifie l'absence de ces équipements par la présence d'un poteau incendie à proximité du site sur la rue de Copenhague.</p>

En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du contrôle de cette borne incendie et des débits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois : <ul style="list-style-type: none"> - de justifier de la distance au site du poteau incendie présent sur la rue de Copenhague ; - la vérification du poteau incendie ; - de procéder à un audit de la part du SDIS afin de vérifier la conformité des moyens incendie à disposition avec les risques identifiés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».
Constats : L'exploitant tient un registre de la consommation d'eau tenu mensuellement. Celui-ci met en évidence une consommation maximale mensuelle de 370 m ³ (en juin 2024 en lien avec le pic d'activité saisonnier), et une consommation annuelle de 1761 m ³ pour 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à un relevé hebdomadaire de sa consommation d'eau et de transmettre à l'inspection sous 1 mois le registre mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois